



HAL
open science

Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformations des pages Politique dans la presse écrite française (1945-1981)

Nicolas Kaciaf

► To cite this version:

Nicolas Kaciaf. Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformations des pages Politique dans la presse écrite française (1945-1981). Les Formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique, du XVIIIe siècle à nos jours, PUF, p. 367-384, 2006, 2130551505. hal-01078688

HAL Id: hal-01078688

<https://hal.science/hal-01078688>

Submitted on 29 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformation des pages *Politique* de la presse écrite française (1945-1981)

(publié dans COHEN Antonin et alii, *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e – XX^e siècle*, Paris : PUF, 2006, pp. 367-384).

Les pages *Politique* de la presse écrite française ont connu de profondes transformations depuis la fin des années 1950¹. Sous la IV^e République, alors que « journalisme politique » et « journalisme parlementaire » constituaient encore deux désignations interchangeables, le traitement de la politique était essentiellement marqué par des logiques de *publicité*. En effet, les pages *Politique* des quotidiens nationaux informaient avant tout du jeu parlementaire, et notamment de sa dimension publique, à travers de vastes comptes-rendus des débats à la séance de l'Assemblée. Il s'agissait de reproduire, de façon chronologique, les principales déclarations, en ne s'autorisant aucune interprétation ou mise en perspective. De la même manière, les services *Politique* restituaient les communiqués officiels du Conseil des ministres ou ceux des groupes parlementaires, les travaux des commissions ainsi que différents discours émis sur des scènes publiques (congrès des partis, meetings électoraux, etc.). Certes, dans un contexte de forte instabilité gouvernementale, certains journaux s'efforçaient également de révéler le contenu des tractations à huis clos et de divulguer les stratégies des groupes parlementaires. Mais ces informations, supposées confidentielles, prenaient place avant tout dans les « articles » quotidiens des chefs de service. Outre cette ambition de dresser un panorama des rapports de force politiques, ces « articles » s'affairaient plus généralement à juger de la « hauteur » ou de l'indignité des batailles parlementaires, à valoriser ou stigmatiser l'action d'un parti, à relayer la parole d'un « ténor », en somme à prendre part aux luttes symboliques au nom de l'« opinion publique » ou des « valeurs » du journal. Quant aux hebdomadaires, censés débattre des choix politiques et promouvoir certaines « causes », la plupart faisaient office de tribunes pour différentes fractions des champs politique, syndical ou intellectuel.

¹ Ce travail s'appuie sur les matériaux collectés dans le cadre d'une thèse de doctorat : « Les pages *Politique* de la presse écrite française depuis 1945. Transformations des rôles et des rhétoriques journalistiques » (sous la direction de Philippe Braud, Université Paris 1). Je remercie Cécile Vignal et Philippe Riutort pour leurs relectures critiques de ce texte.

Or, à partir des années 1960 et surtout des années 1970, ces rhétoriques journalistiques se sont, lentement, effacées au profit de logiques de *décryptage* ou de *vulgarisation* de la compétition politique nationale. Progressivement, les journalistes politiques ont cherché à mieux « mettre en perspective » les déclarations publiques des hommes politiques, à en analyser les stratégies sous-jacentes, à les insérer dans des papiers plus narratifs qui confrontent description de la « scène » et récit des « coulisses ». En quittant le strict suivi de l'actualité parlementaire, en racontant les péripéties des luttes intra-partisanes, les journalistes politiques se sont davantage posés en observateurs et en arbitres d'un *jeu*, qu'il faut entendre dans son triple sens ludique, stratégique et théâtral. Ainsi la diffusion « brute » de comptes-rendus et de communiqués tend-elle à s'estomper au profit de rhétoriques qui mettent en évidence une plus grande « valeur ajoutée » journalistique. Les rédacteurs s'autorisent davantage d'interprétations et de contextualisation des « coups » politiques, ils « sollicitent » plus fréquemment l'intervention des hommes politiques, ils mettent en évidence les oppositions personnelles au sein des partis ou des coalitions.

Certes, ce passage d'un principe de *publicité* vers ces logiques de *décryptage* et de *vulgarisation* n'a pas constitué une rupture soudaine et homogène. Au contraire, ces transformations stylistiques se sont opérées selon des modalités et des rythmes bien distincts selon les journaux. Elles se sont d'ailleurs nettement amplifiées au cours des décennies ultérieures. Il n'en demeure pas moins qu'une telle évolution constitue une énigme à résoudre. Quelles conditions ont pu rendre possibles et effectives ces transformations dans les rhétoriques, et donc dans les rôles des rédacteurs politiques de la presse écrite française ? Pour cela, on cherchera à montrer l'articulation entre deux processus. On interrogera, d'une part, les incidences du basculement de la IV^e à la V^e République sur la pratique du journalisme politique. On s'intéressera, d'autre part, aux renouvellements successifs du personnel journalistique et au bouleversement des orientations éditoriales entre 1945 et 1981. Cette étude invite donc, à la suite des réflexions d'Erik Neveu² (2002), à une lecture générationnelle du journalisme politique. Il convient d'envisager, de façon dynamique et relationnelle, les luttes entre générations dont les enjeux portèrent aussi bien sur les modes de traitement que sur la conquête des positions de pouvoir dans les journaux. Il faut donc considérer les propriétés des journalistes comme des révélateurs des compétences professionnelles valorisées mais également comme des ressources qu'ils purent mobiliser dans leurs efforts pour subvertir ou défendre les pratiques antérieures.

² Erik Neveu, « The Four Generations of Political Journalism », in Raymond Kuhn, Erik Neveu (ed.), *Political Journalism. New challenges, new practices*, London, Routledge, 2002, p. 22-43.

Cette étude s'appuie principalement sur le contenu de trente-six entretiens semi-directifs réalisés avec des journalistes politiques ayant intégré cette spécialité professionnelle entre 1945 et 1981. Elle repose également sur l'exploitation d'un certain nombre de données sociographiques. A partir du recensement de l'ensemble des membres des services *Politique* d'une dizaine de journaux nationaux entre 1945 et 2000, il fut possible de constituer une population de 325 rédacteurs, dont 171 ont occupé un poste avant 1981.

Il faudrait pouvoir détailler et justifier avec précision l'ensemble des choix qui nous ont amené à définir les contours de cette enquête. Tout d'abord, plutôt que de viser une improbable exhaustivité dans l'étude du journalisme politique, nous avons sélectionné un nombre limité de quotidiens et d'hebdomadaires nationaux selon des critères d'audience et de représentativité. Incluant à la fois presse populaire, presse d'*establishment* et presse militante, le corpus comprend six quotidiens (*France-Soir*, *Paris-Press*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Monde* et le *Libération* de 1973) et trois hebdomadaires (*L'Express*, *France Observateur / Le Nouvel Observateur*, *Le Point*). Il ne nous est pas possible de décrire en détail l'ensemble des difficultés posées par le « flou » et les déplacements des frontières entre services. Signalons simplement que la constitution de notre population de journalistes politiques est le produit d'une démarche itérative entre observation annuelle des signatures et des « ours », lecture des annuaires et organigrammes professionnels, réalisation d'entretiens où les journalistes sont invités à définir leur identité professionnelle et celle de leurs confrères.

Le raisonnement suivra deux étapes. Dans un premier temps, on mettra en évidence certaines des conditions qui favorisèrent, au moins jusqu'en 1960, la perpétuation d'une logique de *publicité*. Puis, dans une seconde partie, on cherchera à articuler différents éléments qui contribuèrent à bouleverser les rôles des journalistes politiques français au cours des décennies 1960 et 1970.

1. Les conditions de perpétuation d'une logique de *publicité* (1945-60)

L'occupation allemande, la dictature de Vichy puis la Libération ont profondément affecté l'univers journalistique. Alors que les quotidiens accusés d'avoir « collaboré » sont interdits dès 1944, de nombreux titres, pour la plupart issus de la presse clandestine, ont alors émergé. On ne compte pas moins de trente-sept quotidiens qui virent le jour à Paris en 1944 et

1945³. Ce foisonnement des publications, associé à une inachevée mais réelle « épuration » pour cause d'indignité nationale⁴, a contribué à fortement renouveler le personnel journalistique. A l'image de ce rédacteur rejoignant en 1945 le service *Politique* de *Paris-Presse*, cette configuration a favorisé les chances d'accès à des positions autrefois très convoitées :

« Moi, j'ai occupé à 23 ans, un poste qui était autrefois le maréchalat des journalistes politiques. (...) C'était un poste qu'on n'avait pas à 23 ans. Et nos aînés immédiats avaient 35-40 ans. Ils avaient déjà été journalistes avant guerre, ne serait-ce que "grouillots" ou porteurs de copie. Il y avait dix ans de différence d'âge. Il a fallu lutter contre ces gens-là qui défendaient leur beefsteak et qui n'étaient pas prêts à voir arriver des petits cons. Les gens défendaient leur place, parce qu'il y a eu aussi le fait que la pléthore de journaux de l'après Libération s'est réduite, s'est dégonflée et les places devenaient plus chères. » (Max Jalade, entretien le 12/12/2003).

Pourtant, malgré ce rajeunissement des rédactions, les pages *Politique* des années 1940 et 1950 témoignent toujours des normes d'écriture du journalisme parlementaire d'avant-guerre. Différents facteurs participent, en effet, à la reproduction d'une logique de *publicité*, c'est-à-dire de cette exigence à restituer fidèlement les discours politiques, émis sur des scènes publiques ou officielles.

Tout d'abord, recrutés par cooptation à la suite souvent d'un engagement dans la Résistance, formés « sur le tas », par « compagnonnage », auprès des anciens⁵, les jeunes rédacteurs ne disposaient pas des ressources leur permettant de discuter ou de contester les exigences rédactionnelles de chefs ayant, eux, exercé avant-guerre (Marcel Gabilly au *Figaro*, Georges Garreau à *Paris Presse*, Yves Grosrichard à *France-Soir*, etc.). Différentes anecdotes relatent ainsi les difficultés rencontrées par ces jeunes journalistes pour subvertir, même de façon mineure, l'écriture de leurs « papiers ». Par exemple, des apartés ironiques se voyaient souvent proscrites puisque considérées comme « irrespectueuses » pour le personnel politique et pour le lecteur. Ces rédacteurs durent donc incorporer des impératifs de « rigueur », revendiqués aussi bien par les anciens du *Figaro*, de *Paris-Presse* ou de *L'Humanité*, et qui se manifestaient tout autant dans l'écriture journalistique que dans l'attitude exigée vis-à-vis des représentants politiques. Le journalisme politique de cette période est ainsi décrit comme un « club », centralisé à l'Assemblée et fortement hiérarchisé. A l'image des accréditations qui segmentaient les espaces autorisés au Palais Bourbon (tribune de presse, Quatre colonnes,

³ Voir Yves Guillauma, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la IVe République*, Thèse pour le doctorat en sciences de l'information sous la direction de Pierre Albert, Université Paris II, 1993.

⁴ Christian Delporte, *Les Journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 384 sq.

⁵ Ainsi, parmi les journalistes de notre corpus, recrutés entre 1944 et 1958, et dont nous disposons du cursus scolaire, 25 % n'ont pas poursuivi leurs études après le bac (7 sur 28).

etc.), les services *Politique* étaient structurés selon un cursus de métiers identique dans l'ensemble des rédactions. Les journalistes débutaient généralement comme « permanenciers », affectés à des tâches de *desk*. Outre les accréditations, peu valorisées, à l'Elysée ou auprès de certains ministères, les rédacteurs pouvaient ensuite devenir « séanciers », chargés de rendre compte des séances des Chambres, ou « couloiristes », affectés à suivre le travail des commissions et à se renseigner sur le positionnement des groupes parlementaires. Enfin les chefs de service ou les rédacteurs en chef se voyaient confier la responsabilité de l'« article » ou de la « chronique » quotidienne, c'est-à-dire un papier de synthèse et de commentaire qui, à la différence des « informations » et des « dépêches », était systématiquement signé⁶. Dans de nombreux journaux (*L'Humanité*, *France-Soir*, etc.), ce critère de la signature distinguait encore les journalistes selon leur prestige et leur expérience. Les principaux chroniqueurs de la presse quotidienne ou hebdomadaire sont décrits par leurs anciens collègues comme autant d'entrepreneurs de morale qui imposaient un suivi rigoureux de l'actualité institutionnelle⁷. Appelés ironiquement les « pébroques brothers », ces journalistes (Jacques Fauvet du *Monde*, Georges Altschuler de *Combat*, Louis Gabriel-Robinet du *Figaro*, Jean Ferniot et Bernard Lefort de *Franc-Tireur*, etc.) prétendaient encore incarner l'« opinion publique » et fondaient leur autorité sur leur capacité à entretenir des relations « denses » et courtoises avec les principaux leaders parlementaires.

Or c'est bien cette structure des interactions entre personnel politique et journalistique qui justifie les modes de traitement repérables dans les pages *Politique* des années 1940 et 1950⁸. Marquée par les ordonnances de 1944 et par un strict rationnement du papier, la presse s'est retrouvée placée sous une forme de dépendance structurelle à l'égard des principales formations politiques. Aussi bien au niveau régional que national, la plupart des mouvements

⁶ Voir Jacques Kayser, *Le Quotidien français*, Paris, Presses de la FNSP, 1963, p. 110-111.

⁷ « Il y avait une espèce de déontologie morale, professionnelle qui était imposée par quelques journalistes. Ils étaient quatre ou cinq, on les appelait les "Pébroques" à cause de leur parapluie. C'est des gens qui avaient bourlingué ensemble dans la principale enceinte de la vie politique, c'est-à-dire l'Assemblée Nationale. (...) Donc c'était, non pas un magistère, mais c'était un peu des sages.» (Patrice-Henri Désaubliaux, ancien journaliste politique au *Figaro*, entretien le 11/01/2002).

⁸ Outre le flou sémantique des termes habituellement utilisés pour caractériser ces relations (« proximité », « liens », « engagement », etc.), on se heurte à un certain nombre de difficultés pour objectiver ce problème des rapports politico-journalistiques. Il est ainsi difficile de conclure hâtivement à un processus uniforme et linéaire, par exemple à l'autonomisation du champ journalistique à l'égard du champ politique. Il est encore plus délicat de définir un ou plusieurs indicateurs biographiques révélant ce phénomène puisqu'un même critère peut témoigner d'orientations distinctes. Ainsi, recruter un rédacteur adhérent à un parti politique peut révéler soit un souci de conformité à la ligne idéologique du journal, soit le souhait de bénéficier d'informations exclusives, soit une volonté d'équilibrer une rédaction qu'on juge trop partielle, etc. Cette question des frontières entre activité journalistique et activité militante doit donc être étroitement articulée aux stratégies rédactionnelles des journaux et au contexte sociopolitique dans lequel vont s'inscrire ces stratégies.

résistants et des partis disposèrent de leur organe, renaissance des journaux d'avant-guerre ou prolongement de la presse clandestine⁹. Dans les quotidiens d'affiliation partisane comme *L'Humanité*, positions politiques et journalistiques étaient même confondues dans la mesure où différents responsables du service *Politique* (André Carrel, Pierre Hervé) furent par ailleurs élus, conseiller municipal de Paris pour l'un, député pour l'autre. Même au sein des journaux qui se définissaient avant tout comme « journaux d'information », certains rédacteurs bénéficièrent de recommandations d'hommes politiques pour accéder aux postes convoités¹⁰. Tout en conservant leur activité dans les rédactions, différents journalistes occupèrent des postes dans les cabinets ministériels de la Quatrième République¹¹ ou collaborèrent auprès d'élus tels qu'Antoine Pinay ou Pierre Mendès-France. Invités à justifier ce brouillage des rôles, les rédacteurs interviewés font évidemment référence à des intérêts proprement journalistiques (disposer d'informations exclusives) mais renvoient surtout à leurs engagements personnels qui ne suscitaient alors pas nécessairement de reproches quant au manque de professionnalisme.

Car l'excellence du journalisme politique résidait tout autant dans la fréquentation des élites parlementaires que dans la capacité à se poser comme un acteur ou comme un « relais » du débat public. A travers leurs comptes-rendus de discours publics ou de déclarations officielles, les rédacteurs politiques manifestaient leurs croyances quant à l'importance de la parole politique et quant à son efficacité mobilisatrice¹². Aussi les journaux ont-ils perpétué ces formes de « journalisme d'intermédiaire »¹³ dont les pages *Politique* de la presse partisane fournissaient l'idéaltype. Quant aux autres titres, « populaires » ou plus « élitistes », leurs comptes-rendus supposés « impartiaux » peuvent être envisagés comme des « rites d'objectivité »¹⁴ incitant à leurs rédacteurs à s'effacer derrière le discours des acteurs politiques et à se soustraire aux accusations d'être peu rigoureux ou échetiers. Comme le souligne Jean

⁹ La plupart de ces journaux partisans disparurent toutefois rapidement. Parmi les quotidiens parisiens, il ne restait plus, en 1958, que *L'Humanité* et *Le Populaire* à être statutairement affilié à un parti.

¹⁰ Par exemple, Henri Marque intègre la rédaction de *Paris-Presse* par l'intermédiaire du député MRP Noël Barrot. Jean Griot accède au service *Politique* du *Figaro* grâce à son expérience au sein du cabinet du général de Gaulle.

¹¹ Raymond Barrillon et Alain Guichard du *Monde*, Max Jalade et Henri Marque de *Paris-Presse*, etc.

¹² Cette croyance est ainsi particulièrement vivace au lendemain de la Libération : « Ce fut une des brèves périodes de l'histoire du pays où un bon discours emportait la conviction et changeait un vote, où la délibération parlementaire n'était pas encore ce théâtre d'ombre réglé par d'invisibles metteurs en scènes qui est offert au bon peuple pour le consoler de n'avoir aucune part, même à travers ses représentants, à une décision déjà arrêtée en coulisse avant le lever du rideau. » (Pierre Viansson-Ponté, « Vingt ans d'information politique (1946-1966) », *La Nef*, n°27, 1966, p. 38).

¹³ Yves de la Haye, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble, ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, p. 72.

¹⁴ Voir Gaye Tuchman, « Objectivity as Strategic Ritual : An examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, 1972, pp. 660-679.

Charron au sujet de la presse québécoise des années 1940 et 1950 : « Ce qui est rapporté, c'est moins des informations factuelles dont le journaliste devrait chercher à établir la véracité, que du discours public qui tient son caractère "officiel" et d'emblée "publiable" au statut de celui qui l'a prononcé et au cadre institutionnel dans lequel il a été prononcé »¹⁵. Dès lors, si les rédactions pouvaient afficher leur « indépendance » via les commentaires critiques de leurs chefs de service, l'adoption d'un tel « journalisme d'enregistrement »¹⁶ permettait parfois d'endosser une posture apparemment distanciée, tout en relayant prioritairement la parole de certaines fractions de l'espace parlementaire.

Mais le contenu des pages *Politique* ne peut être interprété qu'en le rapportant à différentes contraintes d'économie du travail. Tout au long de la IV^e République, le Parlement, et notamment l'Assemblée, a constitué la scène principale de la compétition politique nationale. Elle fut marquée par l'imprévisibilité des délibérations et des scrutins, par l'instabilité des alliances et des cabinets¹⁷, par la spectacularité des oppositions et l'éloquence des orateurs. Cette centralisation manifeste offrait aux journalistes une unité de lieu, de temps, de personnages et d'actions ; elle leur fournissait une scène unique et des coulisses clairement identifiées, ce qui rendait peu coûteux le recueil et des « informations » officielles ou confidentielles. Ces logiques pratiques de production permettent donc de justifier la prééminence des comptes-rendus au nom de la saillance du « théâtre » parlementaire, considéré comme « le meilleur de Paris ». Le souci d'enrichir les différentes éditions du jour, l'heure de bouclage tardive, la présence de cyclistes faisant de nombreux allers et retours entre la rédaction du journal et les chambres parlementaires manifestaient la conception d'un journalisme devant fournir aux lecteurs une actualité d'autant plus « fraîche » que la presse quotidienne se vivait toujours en situation de quasi-monopole dans l'univers médiatique des années 1940 et 1950.

Toutefois, à partir du début des années 1960, l'ensemble de ces facteurs favorisant la reproduction des normes du journalisme parlementaire ont tendu à s'effacer ou, en tout cas, à ne plus constituer des raisons suffisantes pour perpétuer ces pratiques.

¹⁵ Jean Charron, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », in Rémy Rieffel, Thierry Watine (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Editions Panthéon Assas, 2002, p. 97.

¹⁶ Jean-Gustave Padioleau, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris, PUF, 1985, p. 91.

¹⁷ Sur les règles du jeu politiques sous la Quatrième République, voir Brigitte Gaïti, *De Gaulle, prophète de la V^e République (1946-1962)*, Paris, Presses de la FNSP, 1998, p. 86 sq.

2. Les conditions de transformations des rôles journalistiques (1960-1981)

L'avènement de la V^e République et l'ensemble des transformations sociopolitiques qui l'accompagnent ont contribué à modifier le métier de journaliste politique. D'après les rédacteurs interviewés, l'accession au pouvoir du général de Gaulle aurait déplacé le regard journalistique. L'Assemblée se transformant en chambre d'enregistrement des projets gouvernementaux, les services *Politique* auraient donc abandonné le suivi exhaustif des travaux parlementaires au profit d'une couverture plus régulière des actualités partisane, gouvernementale et élyséenne :

« A *France-Soir*, nous étions tous convaincus que la séance de l'Assemblée avait beaucoup moins d'importance que dans le passé. Donc ça s'est fait tout naturellement, sans que Pierre Lazareff dise un jour : "Nous ne ferons plus que de très courts comptes-rendus des séances de l'Assemblée". Pas du tout. Ça allait de soi. » (Jean Ferniot, chef du service *Politique* de *France-Soir* entre 1959 et 1963, entretien le 30/05/2002)¹⁸.

Mais, au-delà du changement de Constitution, les journalistes notent que c'est l'élection du Président au suffrage universel direct qui a le plus bouleversé les pratiques politiques, en favorisant l'autorité des partis sur les élus, en garantissant la stabilité des majorités, en bipolarisant l'affrontement¹⁹. Ainsi le jeu parlementaire aurait-il progressivement perdu tout enjeu en termes d'élaborations législatives et d'évolutions des rapports de force politique :

« Quand vous avez des groupes qui peuvent passer d'un côté ou de l'autre, qui ne savent pas ce qu'ils veulent, ça devient rigolo. Mais si c'est pour entendre un type pérorer en disant : "le budget est bon ou n'est pas bon, mais toutefois je le voterais", bon très bien. Il le votera et puis on s'en fout. J'en ai plus rien à faire, moi. » (Henri Paillard, rédacteur au *Figaro*, président de l'Association de la presse parlementaire, entretien le 24/07/2001).

Aussi, tandis que leurs effectifs se densifiaient tout au long des années 1960, les rédactions ont progressivement bouleversé le rubricage de leurs services *Politique*, en affectant davantage de journalistes au suivi exclusif des partis. Au *Monde* par exemple, André Passeron fut embauché en 1960 pour couvrir les activités de la Présidence de la République et surtout

¹⁸ Dans son autobiographie, Jean Ferniot reconstruit également sa « clairvoyance » immédiate dans la compréhension des nouvelles règles du jeu politique : « Mai 58 marque pour moi la fin de ma vie de journaliste parlementaire. Je comprends très vite que le pouvoir passe du Palais-Bourbon à l'hôtel Matignon (où réside pour sept mois le général de Gaulle) puis sera bientôt à l'Élysée. Un informateur, s'il veut être informé, doit suivre le mouvement. (...) Je ne mettrais plus les pieds dans ces couloirs où j'ai jusqu'ici vécu plus qu'ailleurs. » (Jean Ferniot, *Je Recommencerais bien. Mémoires*, Paris, Grasset, 1991, p. 264).

¹⁹ Voir Daniel Gaxie, « Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution », in Bernard Lacroix, Jacques Lagroye (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 333-375

celles de l'UNR. Puis, en 1963, André Laurens fut recruté en tant que couloiriste. Très rapidement, il s'est vu confier le traitement de petites formations (PSU, mouvements d'extrême droite, etc.) puis il s'est spécialisé autour de la « droite » non gaulliste, constatant certaines lacunes dans une médiatisation de la vie politique que la direction du *Monde* souhaitait pourtant « exhaustive » : « Dans la vie politique que j'observais, le plus intéressant se passait en dehors du Parlement. Par rapport à la génération précédente des journalistes parlementaires, je me sens très différent. (...) J'étais plus occupé par l'évolution de certains partis que par leur activité à l'Assemblée. »²⁰ En 1969 et 1970, c'est au tour de Thierry Pfister et Noël Bergeroux d'être recrutés. Tandis que ce dernier devint accrédité auprès des Républicains indépendants et des partis dits « centristes » (Centre démocrate, Parti radical « réformateur »), T. Pfister, alors militant à la SFIO, fut chargé du suivi des formations de « gauche » :

« Le fait d'être hors institution, m'a amené à ne pas fréquenter le Parlement, parce que le club des journalistes politiques, c'était l'Assemblée Nationale. C'était les couloirs de l'Assemblée, la buvette de l'Assemblée. Et moi, par définition, je n'y étais pas, parce que d'abord la gauche socialiste et communiste était sous-représentée au Parlement. La vie de parti n'avait rien à voir avec les groupes parlementaires, et bien sûr l'extrême gauche, ce n'était pas le Parlement. Donc j'étais dehors. Je circulais dans Paris. Et je voyais la politique autrement. » (Entretien le 05/03/2002)

Une telle transformation dans le rubricage des services a conditionné des évolutions dans les cadrages journalistiques. A la différence des journalistes parlementaires, chargés de couvrir une arène constituée de groupes politiques publiquement antagonistes, les rédacteurs « partisans » se virent attribuer le suivi d'organisations dotées de hiérarchies et de porte-parole clairement identifiés mais constituées d'agents tout autant intéressés au succès collectif de leur entreprise qu'à leur réussite individuelle. Ils se trouvèrent donc plongés dans un espace structuré et conflictuel dont les principaux acteurs sont autant de sources potentielles. Comme le suggère André Laurens qui renvoie à la présidentialisation du jeu politique et au développement des usages politiques de la télévision, « la vision qu'on devait avoir de la politique, elle devenait forcément stratégique » (entretien le 13/06/2002). Progressivement, les journalistes ne se contentèrent donc plus de restituer les déclarations publiques mais ils s'efforcèrent d'en dévoiler les intentions sous-jacentes : conquérir la direction des partis, mobiliser des soutiens, enrôler certaines fractions de l'« opinion publique », etc. Désormais arbitrées par les sondages d'opinion²¹, les querelles personnelles au sein des différents camps purent donc être d'autant mieux mises en scène que s'exacerbait la bipolarisation et que s'affinaient les stratégies d'image des leaders politiques. Outre le fait qu'une telle configuration

²⁰ Interview in *Presse-Actualité*, n°166, 1982, p. 12.

²¹ Sur l'importation en France des technologies de mesure de l'« opinion », voir Loïc Blondiaux, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Le Seuil, 1998.

tendait, au cours des années 1970, à renforcer les tentatives de contrôle politique des différents organes de presse²², elle conduisit les rédacteurs à davantage personnaliser leur traitement de l'actualité et à se positionner en experts des « coups » politiques.

Il ne faudrait cependant pas déduire de ce qui précède qu'il existerait une relation mécanique et nécessaire entre ces transformations sociopolitiques et les évolutions dans le contenu des pages *Politiques*. D'une part, ces dernières ne se sont pas manifestées de la même façon et selon un même rythme dans l'ensemble des journaux. D'autre part, de telles évolutions ne concernent pas seulement les services *Politiques* mais participent de bouleversements plus généraux dans le travail et l'écriture journalistique. Ces transformations dans les rhétoriques, rendues possibles par les reconfigurations politiques, n'ont été effectives que parce que des rédacteurs, et leurs directions, étaient *disposés* ou *contraints* à subvertir les anciens savoir-faire et à introduire différentes innovations stylistiques.

Dans le cas de *L'Express*, la résolution du conflit algérien et la stabilisation du pouvoir gaulliste avaient provisoirement atténué la conflictualité politique et ainsi menacé la viabilité économique d'un journal ouvertement « engagé ». La transformation de cet hebdomadaire politique en newsmagazine (1964) répondit bien au souci de définir des stratégies éditoriales commercialement plus rentables. Outre une rationalisation plus marquée de la maquette et de l'écriture, le contenu des pages *Politique* fut profondément affecté. Ces « audaces » entrepreneuriales visèrent à fuir les postures trop explicitement militantes²³. Aussi, la direction écarta les journalistes les plus attachés aux conceptions d'un journalisme de combat et recruta des rédacteurs censés davantage « raconter le pouvoir » qu'offrir des analyses critiques sur les politiques gouvernementales. C'est dans ce contexte que Jean Ferniot fut nommé chef du service *Politique* en 1963²⁴ :

²² Contrairement à certaines analyses qui ne lisent le marché de la presse qu'en termes de distinction droite / gauche, il faut noter que c'est au sein de ces camps que se joue le plus souvent les luttes pour le soutien des journaux. Ainsi, la plupart des équipes politiques (« rocardiens » contre « mitterrandistes » ; « chiraquiens » contre « giscardiens ») essayèrent de mobiliser l'appui des titres qu'elles estimaient appartenir à leur camp (*Le Nouvel Observateur*, *Le Matin*, *Le Monde* pour la « gauche » ; *Le Figaro*, *France-Soir* pour la « droite »).

²³ Certes, dès sa création en 1953, l'équipe de *L'Express* semble tiraillée entre différentes conceptions du métier : prendre part aux luttes idéologiques, offrir une tribune à des personnalités comme Pierre Mendès France, bénéficiaire des analyses d'un certain nombre d'intellectuels de « gauche » (Duverger, Merleau-Ponty, etc.), synthétiser l'actualité politique de la semaine à travers de denses articles informatifs. Plus tard, l'opposition manifeste à la candidature de Charles de Gaulle en 1965 montre bien que la rupture ne semble pas aussi franche que ne le laissent entendre certaines reconstructions de l'histoire du journal (par exemple, Michel Jamet, *Les Défis de L'Express*, Paris, Les Editions du Cerf, 1981).

²⁴ Il est frappant de noter le parallélisme entre cette évolution de *L'Express* et celle que connût ultérieurement *Le Nouvel Observateur* qui recruta, en 1969, Pierre Rouanet pour diriger son service

« Jean-Jacques [Servan-Schreiber] m'avait fait venir, parce qu'il connaissait bien mes sentiments. Il sait bien que, politiquement, je suis un homme du centre. Et il voulait redorer le blason de *L'Express*. Il voyait bien qu'après la guerre d'Algérie, le tirage descendait et, par conséquent, qu'il fallait trouver autre chose. (...) On entrait dans le système. Et pour entrer dans le système qu'ils avaient contesté, il fallait bien que quelqu'un s'en chargeât. Alors j'étais chargé de balayer devant la V^e République. » (Jean Ferniot, entretien le 05/06/2002)

Aussi est-ce ce journal qui, le premier, contribuera à féminiser un journalisme politique exclusivement masculin, avec le recrutement quasi-simultané de Michèle Cotta, Irène Allier et Catherine Nay. Tout en prenant garde à ne pas surinterpréter des décisions souvent contingentes, on peut relever la dimension « stratégique » de telles embauches. Dans un contexte où les journalistes se heurtaient à la « culture du secret » du général de Gaulle et de son entourage²⁵, la direction attendit de ces rédactrices qu'elles bénéficiassent d'un plus grand nombre de « confidences » et qu'elles investissent des rhétoriques plus narratives, censées humaniser l'affrontement et en dévoiler les « coulisses »²⁶. En dehors de *L'Express*, ce processus de féminisation n'a réellement pris de l'ampleur qu'à partir du milieu des années 1970. En 1981, elles constituaient ainsi 21% des cinquante-huit journalistes en poste dans les services *Politique* de notre corpus²⁷. Mais il faut mettre deux réserves à cette évolution toute relative. D'une part, avant les années 1990, ces femmes n'accédèrent presque jamais à la tête des services ou aux rubriques les plus prestigieuses ; d'autre part, les premières à intégrer un service *Politique* ont disposé, pour la plupart, d'un capital social souvent plus important²⁸ que celui de leurs collègues masculins.

Au-delà de cette question du genre, on constate le recrutement croissant de rédacteurs ayant suivi une formation spécifique au journalisme. Toutefois cette proportion, encore

Politique : « C'est Jean Daniel et le rédacteur en chef de l'époque, Hector de Galard, qui m'ont demandé de prendre le service *Politique* de *L'Observateur*. (...) La raison était très circonstancielle. [En 1969], *L'Observateur* avait fait campagne du bout des lèvres pour Gaston Defferre qui s'était allié à mon ami Mendès France. (...) Et à *L'Observateur*, très soixante-huitard, ils ont cherché un peu à ouvrir le compas. Alors il y avait ce Rouanet qui avait une réputation plutôt de gauche, qui venait de publier un livre sur Pompidou. Et l'idée, c'était que moi, j'allais enfin ouvrir une fenêtre de *L'Observateur* du côté du pouvoir politique. (...) J'étais envoyé pour aller regarder chez les sauvages. » (Pierre Rouanet, entretien n°20).

²⁵ Il devint ainsi plus coûteux pour les ministres d'afficher *publiquement* leurs différends et d'ainsi rompre la solidarité gouvernementale. Voir Jean K. Chalaby, *The de Gaulle Presidency and the Media. Statism and Public Communications*, London, Palgrave Mac Millan, 2002, p. 151 sq.

²⁶ « C'est un peu macho malgré tout, parce qu'on considérait que de jolies femmes obtiendraient peut-être plus facilement l'information que les hommes, à moins d'avoir des goûts particuliers ! » (Jean Ferniot, chef du service *Politique* de *L'Express* entre 1963 et 1966, entretien le 05/06/2002).

²⁷ Cette proportion correspond à peu près au pourcentage de femmes parmi l'ensemble des titulaires de la carte de presse en 1982, soit 25 % (I.F.P., *Les Journalistes français en 1990. Radiographie d'une profession*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 17).

²⁸ Ainsi, on retrouve la fille d'un ancien rédacteur en chef parisien, celle d'un maire d'une grande ville de province, celle d'un haut fonctionnaire du secrétariat général de l'Élysée, etc.

modeste, a évidemment varié d'une rédaction à l'autre, selon un continuum allant du *Monde* (40% des entrants entre 1958 et 1981) à *L'Humanité* (0%).

Tableau 1. Proportions de journalistes politiques issus d'écoles de journalisme.

Date de naissance	1880-1914	1915-29	1930-44	1945-59	1960-76
Effectif total des journ. pol.	20	50	67	116	72
CFJ	0	0	9 (13 %)	23 (20 %)	18 (25 %)
ESJ	0	0	5 (7 %)	8 (7 %)	1 (1 %)
Autres écoles de journalisme *	0	0	2 (3 %)	3 (3 %)	6 (8 %)
Total des journ. issus d'écoles	0	0	16 (24 %)	34 (30 %)	25 (35 %)

Source : enquête de l'auteur.

* Le recensement est exhaustif concernant l'IPJ, le Celsa, le CUEJ et les IUT de Tours et Bordeaux. Nous avons ajouté les individus dont nous savons, notamment via les entretiens, qu'ils ont été élèves à l'IFP, à l'ESJ Paris ou dans une école de journalisme étrangère.

Lorsqu'on interroge la formation universitaire dans son ensemble, on s'aperçoit que la durée moyenne des études s'est considérablement élevée et que le pourcentage de rédacteurs ayant suivi un cursus littéraire ou juridique tend à décroître au profit de formations intégrant principalement un diplôme d'IEP²⁹, d'histoire ou d'économie. Mais ces seules données ne peuvent nous permettre d'appréhender dans quelle mesure les cursus universitaires ont pu favoriser une mutation des représentations du métier. Or, interrogés sur la nature du « bon » journaliste politique, les interviewés tendent, indépendamment de leur âge, à mettre l'accent sur une vertu principale : savoir pénétrer l'univers politique et en connaître personnellement les acteurs. En somme, face aux compétences plus techniques des journalistes économiques ou *Société*, les journalistes politiques valorisent toujours une « expertise » fondée sur une certaine intimité avec le personnel politique. Aussi les diplômes apparaissent-ils davantage comme des ressources devenues nécessaires pour accéder à des rédactions et à des postes convoités que comme des gages d'excellence professionnelle. Si l'élévation du niveau scolaire ne participa sans doute pas *en soi* à l'affirmation de nouvelles dispositions, elle contribua sans doute à exacerber l'opposition des jeunes journalistes aux tâches les plus rébarbatives et les moins gratifiantes du métier, en particulier les comptes-rendus.

Or les rédacteurs qui débutèrent à partir des années 1960 entretiennent un rapport moins enchanté au travail et à l'éloquence parlementaire. S'ils reproduisent un traitement qui leur semble *insensé*, c'est donc davantage par conformité aux exigences de la hiérarchie que par adhésion à ces manières de faire :

²⁹ Tandis que, sur les trente-quatre rédacteurs nés entre 1930 et 1944 et dont nous disposons de données sur leurs trajectoires scolaires, ils n'étaient que quatre diplômés d'un IEP (12 %), on compte vingt-trois détenteurs d'un tel diplôme sur les quarante-neuf rédacteurs de la cohorte née entre 1945 et 1959 et dont les données sont disponibles (47 %).

« Nous, on a été élevé sous la V^e République. Tout ça n'avait plus de sens. Le Parlement était un théâtre vide. Donc ça changeait toute la perception... Mais il restait les habitudes, il restait l'ancrage... » (Thierry Pfister, entretien le 05/03/2002).

Cette question du « sens » renvoie donc à l'évolution de la culture journalistique, au sein même de la presse la plus élitiste ou la plus militante. D'une part, le professionnalisme des nouvelles générations les amène à tenir davantage compte des attentes des lecteurs dans la hiérarchie de l'information et dans les répertoires d'écriture : privilégier le spectaculaire au risque d'être ennuyeux, développer un style plus alerte, fuir les aspects trop techniques sauf lorsque les débats suscitent une controverse saillante. D'autre part, le refus de conserver tel quel le format du compte-rendu et l'adoption des répertoires de décryptage stratégique révèlent le lent rejet d'un « journalisme d'intermédiaire », à travers lequel la presse n'aurait qu'un rôle subalterne de porte-plume du pouvoir politique³⁰. Quoique discutant des conditions d'émergence du journalisme dit « d'investigation », Cyril Lemieux note ainsi l'imprégnation d'impératifs de distanciation sur ces générations de journalistes plus diplômées et marquées par « la culture oppositionnelle issue de mai 1968 »³¹. Témoigner de son « indépendance » ou de son « opposition » à l'égard d'une coalition politique ne passera donc plus tant par l'adoption d'un discours moralisant ou accusatoire mais par la valorisation d'*informations* qui, en confrontant sources officielles et officieuses, entendent mettre l'accent sur des « jeux de pouvoir » que les responsables politiques chercheraient à dissimuler.

Cette progressive redéfinition des normes professionnelles a pu d'autant mieux s'imposer que les journalistes et leurs hiérarchies furent placés, dès les années 1960, dans une nouvelle situation concurrentielle. La radio puis la télévision ont contraint la presse à reconsidérer son contenu, face à la visibilité nouvelle de l'affrontement politique et face à cette temporalité inédite de l'offre d'information. Il s'agit alors non plus seulement de rendre compte des événements publics mais de les anticiper et de les mettre en forme à travers différents « angles » (dresser le portrait ou interviewer les principaux leaders, révéler les tactiques sous-jacentes, etc.). Mais la concurrence s'exerce également entre journaux. L'apparition, au cours des années 1970, de quotidiens aux rhétoriques plus narratives ou plus moqueuses (*Libération*, *Le Quotidien de Paris*) a renforcé, aux yeux des rédacteurs les plus réfractaires, l'impression

³⁰ Cela ne signifie évidemment pas que les journaux abandonneront subitement leur soutien à telle ou telle fraction du champ politique ou que les rédacteurs effaceront toute considération normative dans leurs « papiers ». Mais souhaiter la victoire d'un camp ou d'un parti n'empêche pas les jeunes journalistes de refuser d'endosser un statut de « subordonné » dans le processus de communication politique.

³¹ Cyril Lemieux, « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, 2001, p. 54.

d'anachronisme qu'ils portaient sur les anciens savoir-faire. Or ces arguments ont d'autant plus intéressé les directions qu'elles furent elles-mêmes renouvelées et confrontées à de graves difficultés économiques.

Plus que le produit de réformes soudaines et imposées aux rédacteurs, les transformations dans les rhétoriques journalistiques furent avant tout la conséquence d'une succession de conflits et d'ajustements intergénérationnels. Aussi les changements peuvent-ils parfois être envisagés comme le produit d'audaces non sanctionnées, susceptibles à terme de définir les nouvelles normes dans le traitement de l'actualité politique :

« Je me souviens de ma première session parlementaire, ça devait être en juillet 1963, et ça se prolongeait indéfiniment. On se disait : "Merde, quand est-ce que la session va se terminer ?" Enfin, on annonce la dernière séance. Et j'ai commencé mon papier par : "Ouf!". Et Robinet [rédacteur en chef du *Figaro*] a dit : "Ah ! C'est bien !" Ce qui était marrant ! Vous voyez, l'audace était d'avoir commencé le papier par "Ouf!". C'était d'une audace incroyable. (...) Je pensais que Robinet le barrerait. Et c'est passé. C'est pour vous dire à quel point, il n'y avait vraiment aucune écriture. » (Thierry Desjardins, ancien séancier au *Figaro*, entretien le 17/05/2003).

*

* *

Les journalistes qui intègrent les services *Politique* lors des années 1960 et 1970 ressemblent encore fortement à leurs aînés sur le terrain des affinités partisans. Certes, si l'on exclut le cas des journaux explicitement militants, peu de rédactions auront des services *Politique* homogènes quant aux préférences politiques de leurs membres. Toutefois, aucun titre de notre corpus ne pourra se soustraire, lors des années 1970, à un auto-positionnement sur l'axe droite – gauche, tandis que de nombreux rédacteurs afficheront clairement leurs engagements partisans et revendiqueront un rôle actif dans la compétition politique. Malgré ces indices suggérant toujours une certaine porosité entre activités politiques et journalistiques³², il n'en demeure pas moins que les pages *Politique* ont connu de profonds bouleversements au cours de ces deux décennies. C'est donc davantage contre les traitements les plus caractéristiques de l'ancien journalisme parlementaire que contre un journalisme « engagé » ou « partial » que les nouveaux rédacteurs se sont efforcés de lutter. A travers une certaine homologie de position, ils construisirent leurs carrières en « s'alliant » aux acteurs qui,

³² Ainsi, divers journalistes, réputés « gaullistes » ou « libéraux », devinrent responsables de la communication gouvernementale ou furent promus au sein des entreprises audiovisuelles que contrôlait toujours l'Etat. Inversement, certains purent reconverter leurs ressources militantes pour être recrutés comme journaliste politique.

au sein du champ politique, prirent la place des anciens leaders parlementaires. En outre, ces journalistes surent mobiliser à leur profit les technologies naissantes, en encourageant la publication de sondages d'opinion ou de portraits des personnalités rendues visibles par la télévision. Plus qu'à des formes de désengagement à l'égard du jeu politique, il semble bien que le « professionnalisme » de cette génération de journalistes a résidé dans leurs efforts pour attester de leur « expertise » en matière de stratégies politiques et pour rendre plus attrayante et spectaculaire l'écriture journalistique de la politique.